ÉCONOMIE & ENTREPRISES

"La rentrée sera chaude"

Christiane Lambert, présidente du premier syndicat agricole français, la FNSEA, nous a accordé un entretien exclusif, en cette fin d'été, pour nous confier ses inquiétudes. Budget, Pac, sécheresse, glyphosate, démission de Nicolas Hulot, méconnaissance des politiques... une interview sans concession.

Comment les agriculteurs abordentils cette rentrée?

La rentrée sera studieuse; elle sera aussi chaude! Les préoccupations et les mécontentements sont nombreux. Dans certains départements, comme la Haute-Saône, la sécheresse a été plus grave qu'en 2003; il n'est tombé que 12 millimètres d'eau en deux mois! D'où une flambée des prix des fourrages. La chute des cours du sucre est sévère et les prix du lait et des viandes sont insuffisants.

Les obligations environnementales et les réglementations continuent de compliquer la vie des agriculteurs. Alors que la terre n'est que poussière après les épisodes caniculaires et que rien ne peut pousser, ils étaient tenus de semer, avant le 20 août, des surfaces d'intérêt écologique dans le cadre de la politique agricole commune (Pac), qui sont obligatoires pour recevoir des aides européennes. Quand ils demandent un report de semis à l'administration, elle leur répond qu'elle ne veut rien savoir. Cela illustre la complexité entre le bon sens paysan et la rigueur administrative.

Le budget 2019 est sur le point d'être finalisé. Craignez-vous que l'agriculture paie la nécessaire réduction de la dépense publique? La rigueur sera appliquée, semble-t-il,

La rigueur sera appliquée, semble-t-il, à tous les secteurs. Nous défendrons bec et ongles le budget agricole, qui doit être une priorité. Si notre pays a une ambition pour l'agriculture, il doit accentuer le développement de l'innovation, de la recherche et de l'enseignement, ce qui ne peut être compatible avec une baisse budgétaire. Stéphane Travert, le ministre de l'Agriculture, doit donc défendre ce budget maintenu.

L'agriculture n'est pas uniquement la production agricole, c'est un grand secteur économique qui tient le territoire: c'est, avec l'artisanat et le petit commerce, le dernier rempart contre la désertification. Nous sommes les sédentaires de la France. Il existe aujourd'hui une rupture entre la ville et la campagne. Parce que les politiques méconnaissent le monde agricole, il faut prendre garde à ne pas amplifier la fracture.

Des sujets font bondir les agriculteurs, comme la fin de l'allégement du coût du travail pour les saisonniers, prévue dans la loi de finances 2019...

L'AGRICULTURE N'EST PAS UNIQUEMENT LA PRODUCTION AGRICOLE, C'EST AUSSI UN SECTEUR ÉCONOMIQUE QUI TIENT LE TERRITOIRE. Cette mesure concernera notamment la viticulture et l'arboriculture, soit 930000 contrats. Déjà que nous manquions de saisonniers, et maintenant le gouvernement, dans sa grande rigueur, veut supprimer l'exonération des charges. Mais cela représente 189 euros supplémentaires par mois pour chaque saisonnier payé un peu plus que le Smic. Au total, le surcoût pour les employeurs représentera 144 millions d'euros. Dans ces conditions, les agriculteurs n'embaucheront pas! Pour certains départements, comme l'Hérault où la viticulture représente les deux tiers du chiffre d'affaires agricole, ce sera catastrophique.

Pour la fiscalité, plusieurs chantiers sont ouverts, comme la création d'une réserve de précaution pour pallier la volatilité des cours. C'était une demande de longue date de la FNSEA et aussi une promesse du candidat Macron, qu'il a réitérée à l'Élysée, comme Stéphane Travert. Une réunion à ce sujet était d'ailleurs prévue le 31 juillet, mais elle ne s'est pas tenue à cause du retard parlementaire [lié à l'affaire Benalla, NDLR]. Nous nous revoyons le 4 septembre avec Bruno Le Maire et Stéphane Travert.

Comment réagissez-vous à la démission de Nicolas Hulot?

J'ai appris sa décision alors que j'entrais en rendez-vous avec son secrétaire d'État Sébastien Lecornu sur la question des dégâts de sangliers. Nicolas Hulot a très



JEAN-SEBASTIEN EVRAPD/AFF

mal vécu les critiques incessantes des ONG sur la question agricole. À la FNSEA, nous avons regretté ses paroles guerrières sur le glyphosate. De son côté, le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, s'est insurgé contre des propos des plus approximatifs tenus par d'anciens députés et ministres sur le sujet, même au sein des écologistes. Notre position est claire: nous avons présenté des solutions concrètes pour réduire l'usage de produits phytosanitaires.

Mais quand le président de la République clame haut et fort qu'il faut aller plus vite que l'Europe, cela nous semble insensé. Emmanuel Macron a beau dire: « Je ne laisserai pas les agriculteurs sans solution », il ouvre en même temps les frontières à des produits qui ne respectent pas les normes françaises. En Espagne, les porcs sont nourris avec des farines animales, du maïs et du soja OGM et pourtant, chaque jour, des camions remplis de porcs espagnols entrent en France. C'est la même chose avec le diméthoate, un insecticide uti-

lisé sur les cerisiers qui a été interdit en France mais reste autorisé partout en Europe. La secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique nous a affirmé qu'il n'y avait pas d'alternative et qu'il faudrait arracher les cerisiers... La production française de cerises a chuté de 37 % en 2017 mais les Français en ont mangé toujours autant; ce sont des fruits importés sans garantie sanitaire. Il y a vraiment une méconnaissance du gouvernement sur le sujet agricole!

En dépit de l'énergie que met le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, pour parvenir à conclure un accord avec le président Trump, chacun sait que les produits importés des États-Unis sont cultivés avec des produits phytosanitaires interdits en Europe. C'est inacceptable! Le politique doit être avant tout pragmatique.

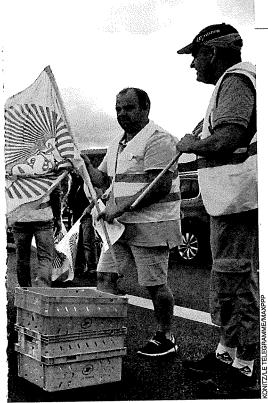
Surtout avec la multiplication des normes et des contraintes administratives...

La France est la reine des surtranspositions. C'est un sujet que nous dénoncons depuis longtemps. Lorsque nous avons reçu à la FNSEA le candidat Macron en 2017, il nous a affirmé qu'il supprimerait toutes les surtranspositions une fois élu. Nous avons enfin obtenu, à la suite de notre mobilisation du 10 juin dernier, la réactivation du Comité de rénovation des normes en agriculture (Corena), qui ne s'est plus réuni depuis mars 2017. C'est capital car nous sommes sur un marché unique qui doit avoir des règles uniques, or la France n'a pas les moyens de vérifier que les règles sont respectées en Europe et dans le monde.

Bruxelles a proposé de diminuer de 15 % le prochain budget de la Pac. N'est-ce pas la mort annoncée de l'agriculture française?

La Pac est historique, c'est un ferment de l'Europe. Au début, elle était agricole, puis s'y sont ajoutés des volets environnementaux, alimentaires et sanitaires. Aujourd'hui, elle permet de

Les maraîchers ont manifesté en Bretagne jeudi 23 août. Ils estiment que les états généraux de l'alimentation n'ont rien réglé.



surtout du gouvernement qu'il fasse respecter la loi.

C'est-à-dire?

Où est la liberté dans ce pays quand des militants veulent interdire certains types de menus dans les cantines? On en vient à la dictature végane! J'ai interpellé en ce sens le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer. Je me suis aussi émue auprès du ministre de l'Intérieur de l'absence de réactions après les violentes attaques des associations contre les boucheries.

Pendant ce temps, les producteurs de viande souffrent. Comment expliquez-vous la chute de la compétitivité française?

À la sortie des élevages, la filière viande en France est aussi compétitive, voire meilleure, que celle de pays comme l'Allemagne. En revanche, au stade de la découpe dans les abattoirs, les performances chutent en raison du différentiel des coûts de main-d'œuvre. De l'autre côté du Rhin, à la suite des accords signés avec d'anciens pays de l'Europe de l'Est, le coût de l'heure travaillée est

inférieur à 8 euros... quand en France il est supérieur à 18 euros! En Pologne, le Smic mensuel est de 500 euros. Qui peut lutter parmi nos agriculteurs? Il n'y a rien d'étonnant à ce que la France subisse des importations massives. Leur augmentation très forte — 70 % de la volaille consommée en restauration collective, cantines, hôpitaux est importée — en apporte une démonstration.

Sans compter le différentiel sur la main-d'œuvre saisonnière...

Elle est 36 % plus chère en France qu'en Italie et 27 % de plus qu'en Allemagne. Que ce soit dans l'élevage, l'arboriculture ou la viticulture, personne ne peut tenir avec de tels écarts de charges. J'ai interpellé le président de la République également à ce sujet, sur lequel il s'est montré surpris et préoccupé. Une solution doit être trouvée.

Le volailler Doux, en faillite pour la deuxième fois en quatre ans, a défrayé la chronique au printemps. Croyez-vous réellement que la filière volaille française ait encore un avenir?

Elle a été bouleversée par l'arrêt des restitutions européennes, qui constituaient des aides à l'exportation. La France est un important fournisseur de volailles au Moyen-Orient... Le repreneur de Doux a trouvé une solution financière en signant un partenariat avec un grand investisseur d'Arabie saoudite. Pour s'en sortir, il doit d'une part monter en gamme pour les débouchés intérieurs et d'autre part être capable de produire à prix compétitifs, car la concurrence étrangère est rude, ce qui implique, répétons-le, une nécessaire baisse des charges salariales et un accompagnement des pouvoirs publics pour les éleveurs et la filière. La compétitivité n'est pas un gros mot. Tous les pays du monde sont capables de produire moins cher que la France.

Les états généraux de l'alimentation sont arrivés à la conclusion

que l'agriculture française devait monter en gamme. Y êtes-vous favorable?

La montée en gamme ne réussira qu'à deux conditions: qu'elle s'accompagne d'une rémunération juste pour les agriculteurs et qu'elle soit proportionnelle à la demande du marché. Cela ne sert à rien de produire du bio s'il n'y a pas de demande. Regardez l'excédent de 10 % de lait bio en Allemagne: il va être bradé au prix conventionnel. Ou encore, le blé bio ukrainien est vendu à 276 euros la tonne, contre 425 euros en France. Nous craignons qu'il arrive à présent sur le marché français et désorganise la filière.

La sécheresse entraîne actuellement une pénurie de fourrage et de paille. Les éleveurs pourront-ils passer l'hiver?

La situation est grave. Nous organisons des opérations de solidarité entre départements, par exemple entre la Marne et la Haute-Saône, pour approvisionner les éleveurs en déficit de fourrage. Nous avons demandé la gratuité des autoroutes pour ces opérations mais nous n'avons pas eu de réponse. Mais cela ne suffira pas, d'autant plus que les pays du Nord viennent aussi se fournir en France. De fait, le prix de la paille est en train de flamber, à 90 euros la tonne, contre une moyenne à 30 euros. Pour certains éleveurs, il s'agit de la troisième année de sécheresse consécutive et les problèmes de trésorerie s'accumulent. Il leur faut du fourrage!

La sécheresse pose un autre problème: celui de la disponibilité en eau. L'irrigation est un sujet tabou en France. Il ne l'est pas dans les autres pays européens. L'Espagne capte 21 % de l'eau de pluie pour la stocker. La France, à peine 2,7 %. Au cours des dernières années, les pays européens ont augmenté de 13 % leurs réserves en eau et la France d'à peine 1,5 %. Elle accumule donc du retard dans le stockage. Le président Macron a pris des engagements, il doit les tenir.

Propos recueillis par Marie de Greef-Madelin et Frédéric Paya